Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

272 | Octobre-Décembre 2015

Centrafric/Afrique centrale : ressources et conflits armés

Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes

Emmanuel Chauvin, Benoît Lallau et Géraud Magrin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7617>

DOI : 10.4000/com.7617

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 467-479

ISBN : 978-2-86781-979-7

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Emmanuel Chauvin, Benoît Lallau et Géraud Magrin, « Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 272 | Octobre-Décembre 2015, mis en ligne le 23 mai 2017, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/7617> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.7617>

Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes

Emmanuel Chauvin, Benoît Lallau, Géraud Magrin¹

Introduction

Ce numéro des *Cahiers d'Outre-Mer* traite d'une question classique de géographie politique, la relation entre ressources et conflits armés, dans un contexte original, celui de la République centrafricaine (RCA)². Afin d'introduire les textes qui composent ce dossier, il s'agit d'abord de situer le cas centrafricain par rapport aux principales approches développées dans les sciences sociales sur la thématique des conflits et des ressources, et de trier celles qui semblent le plus opératoires pour éclairer l'imbroglio centrafricain.

Depuis les années 1990, nombre de travaux ont analysé les guerres civiles dans les pays en développement comme des « guerres pour les ressources », considérant que leur principal ressort est économique (Collier et Hoeffler, 1998 ; Kaldor, 1999 ; Ross, 2003 ; Auty, 2005). Les limites de ces approches, en termes de généralisation abusive et de déterminisme, ont été largement montrées par ailleurs (Marchal et Messiant, 2002 ; Kalyvas, 2003 ; Rosser, 2006). Les conflits de Centrafrique, comme les autres en Afrique (Hugon,

---

1. Emmanuel Chauvin, chercheur associé, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), chauvinemmanuel@yahoo.fr ;

Benoît Lallau, maître de conférences HDR, Université de Lille 1, Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (CLERSE), benoit.lallau@univ-lille1.fr ;

Géraud Magrin, professeur des universités, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), Geraud.Magrin@univ-paris1.fr

2. Ce numéro des *Cahiers d'Outre-Mer* fait suite à une journée d'étude intitulée « Conflits, paix et ressources en Centrafrique », organisée le 26 juin 2015, au Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG), dans le cadre de son thème 3 (« Géographie politique des ressources »).

2003), ne sont pas exclusivement liés à des motifs économiques, mais allient à cette dimension des causes politiques (Chauvin, 2009 ; Lombard et Botiveau, 2012 ; Chauvin et Seignobos, 2013 ; Lallau, 2015 ; Marchal, 2015) et culturelles (Clermont, Martinelli et Penel, 2015) souvent ancrées dans l'histoire plus ou moins longue (Bégin-Favre, 2008).

Depuis 1996, la Centrafrique connaît des conflits armés multiformes qui se mélangent avec des relations d'assujettissement aux origines plus anciennes (Bazin et Terray, 1982) comme la razzia et le grand banditisme des coupeurs de route (Chauvin et Seignobos, 2013). Depuis le début des années 2000, ces conflits, à l'origine internes, ont suivi un processus de régionalisation, c'est-à-dire d'accroissement de leurs liens transfrontaliers avec des espaces contigus (Richard, 2014). Contrairement à d'autres cas en Afrique (Grands Lac-Congo démocratique, Liberia-Sierra Leone, Tchad-Soudan), les conflits centrafricains ne se sont pas entrelacés avec un conflit interne voisin (système de conflits), ni ne se sont diffusés vers un foyer extérieur (contagion conflictuelle régionale), mais se sont régionalisés par l'intervention croissante d'acteurs venus des pays voisins en leur sein (escalade conflictuelle régionale).

Dans ce numéro des *Cahiers d'Outre-Mer*, diverses contributions appréhendent les ressources comme des constructions sociales, des matières mises en valeur par des acteurs (Magrin *et al.*, 2015). Elles allient la géographie politique et la géopolitique (Rosière, 2001), en considérant les ressources sur le territoire comme cadre (proportion, répartition, positionnement) et comme enjeu des conflits, et en s'intéressant aux dynamiques de mise en valeur, d'usages contradictoires et de gouvernabilité de ces territoires et de ces ressources par des acteurs déployés à différents niveaux scalaires (appareil d'État, groupes armés, acteurs locaux et transnationaux).

Cette introduction montre que le contrôle des ressources s'est décentralisé durant les conflits centrafricains. Les luttes armées se sont d'abord concentrées sur l'accaparement d'une rente d'État redistribuée depuis la capitale, mais se faisant de plus en plus rare. Ensuite, les groupes armés rebelles et criminalisés ont directement exploité les ressources dispersées en province. Cette trajectoire de décentralisation du contrôle des ressources favorise une fragmentation *de facto* du territoire national en fiefs tenus par des groupes armés, autonomisés d'un appareil d'État exsangue et recroquevillé à Bangui. Nous considérons successivement les ressources comme facteur de conflictualité, des points de vue endogène et exogène au pays connaissant un conflit interne, avant d'aborder les manières de lire les recompositions des ressources liées aux conflits. Cela conduit à présenter les articles qui composent ce numéro des *Cahiers d'Outre-Mer* sur les conflits et les ressources en Centrafrique.

I - Les luttes internes pour les ressources

L'origine économique, interne aux pays en conflits, des situations productrices de violences est largement appréhendée par les sciences sociales, mais peu par les théories les plus courantes sur cette question paraissent applicables à la Centrafrique, hormis une grille de lecture historique sur l'État et sa rente.

Une première thèse, dite de la « malédiction des ressources naturelles », considère que, dans des contextes politiques marqués par la faiblesse des institutions, les conflits sont statistiquement plus fréquents et plus longs dans des pays ayant d'abondantes ressources naturelles que dans ceux faiblement dotés en matières premières (Collier et Hoeffler, 1998 ; Kaldor, 1999 ; Ross, 2003). Cette lecture s'applique mal au cas centrafricain. Contrairement à ce que l'on peut lire dans la presse ou sous la plume de nombreux étudiants, ce pays ne regorge pas de ressources diverses et variées. Au contraire, la mise en valeur de matières premières y est faible à cause de l'enclavement géographique (éloignement des débouchés portuaires, qui renchérit tous les facteurs de production), de la nature et de la disposition des ressources (sols relativement pauvres et fragiles, diamant alluvionnaire, uranium profond), enfin de la modicité et de la dispersion du peuplement. La vaste question des techniques d'encadrement (Gourou, 1973), relevant du politique et du culturel, entre en ligne de compte pour expliquer la faiblesse des niveaux de production agricoles. L'exploration des ressources minérales (pétrole, fer, coltan) est restée plus sommaire que dans les territoires voisins. Une hypothèse inverse à la « malédiction des ressources naturelles » peut même être formulée à propos de la Centrafrique. L'insuffisance des ressources et la maigreur de la rente étatique y favoriseraient le recours à la violence comme mode d'extorsion des ressources et comme mode de gouvernement sans moyen financier, thèse déjà appliquée pour expliquer la prédation des premiers temps coloniaux (Coquery-Vidrovitch, 1972) et la violence spectaculaire de l'ère J.B. Bokassa (Bigo, 1988).

Une seconde thèse considère les conflits comme la conséquence du déséquilibre population/ressource. Cette thèse est défendue par des partisans du malthusianisme ou de l'écologie politique, dans un contexte de très forte croissance démographique du continent africain (1,18 milliard d'hommes aujourd'hui, 2,5 milliards prévus en 2050) et de rapide changement climatique global. Or ces lectures malthusiennes sont en partie contredites par les capacités d'adaptation des sociétés par la transformation ou la production de nouvelles ressources (Boserup, 1965 ; Gendreau, 1996 ; Cambrézy et Lassailly-Jacob, 2010). Dans le cas centrafricain, elles sont annihilées par les très faibles densités

démographiques du pays (6,5 habitants au km² en moyenne au recensement de 2003). Les lectures environnementalistes, formulées dans la lignée de la « tragédie des communs » (Hardin, 1968), ou d'Homer-Dixon et de l'école de Toronto (Homer-Dixon, 1999), selon lesquelles les crises environnementales constitueraient un facteur majeur de conflit, en particulier dans les pays pauvres dont les populations vivent directement des ressources de leur environnement, ne semblent pas non plus appropriées à un espace n'ayant pas connu de crise environnementale majeure ces dernières décennies. À propos du conflit voisin du Darfour (Soudan) et du Ouaddaï (Tchad), des travaux ont montré que les facteurs de violences n'étaient pas liés à une crise environnementale, mais principalement à l'histoire et au politique (Lavergne, 2010), notamment dans une perspective de *Political ecology* (Begin Favre, 2008). Toutefois, il faut souligner que le vide démographique centrafricain devient une ressource de plus en plus convoitée, y compris sous forme militarisée, alors que les espaces périphériques se remplissent, notamment les régions méridionales du Tchad, à la suite de l'aridification du Sahel depuis les sécheresses (1969-1973 ; 1984-1985) ayant décalé les aires pastorales vers le Sud (Magrin, 2001).

Enfin, l'analyse la plus applicable au cas de la Centrafrique est celle interrogeant la relation entre ressources et territoire à travers la trajectoire politico-économique de l'État et de sa rente, ouverte notamment par J.F. Bayart (1989), déclinée ensuite dans différents contextes (voir notamment Magrin, 2013). L'État centrafricain est marqué par une chute de sa rente depuis le milieu des années 1970 (crise des filières cotonnière et caféière, baisse de l'aide française, etc.) et une orientation de sa redistribution en fonction de clivages ethno-régionaux depuis les années 1980. Les instrumentalisation de ces clivages par les leaders politiques ont largement contribué aux premiers conflits (Chauvin, 2009), avant que d'autres antagonismes, notamment religieux, liés au contrôle du pouvoir et des ressources, soient également mobilisés, plus récemment, dans le conflit entre Séléka et anti-balaka (depuis 2013). À ces lectures des relations entre conflits et ressources par le prisme des dynamiques internes à l'État s'ajoutent des grilles d'analyse qui privilégient une lecture exogène.

II - Les ressources convoitées par des acteurs extérieurs

L'exploitation des ressources par des acteurs régionaux et internationaux est un autre facteur de guerre civile. Des auteurs font du pillage des ressources naturelles par des acteurs exogènes un ressort majeur des conflits intérieurs. Dans cette perspective, les supériorités militaires et politiques exacerbent les relations asymétriques, de nature technique et économique, qui président à

l'exploitation des ressources (Raffestin, 1980). Le positionnement périphérique de la Centrafrique dans la mondialisation favorise l'utilisation de cette lecture dialectique dominé/dominant. La Centrafrique est par excellence une marge de l'économie-monde, à laquelle elle contribue de manière insignifiante. Située dans « la diagonale africaine du vide » (Dubresson et Raison, 2003 : 43), éloignée des pôles d'extraversion littoraux (Douala, Mombasa, Port-Soudan), la Centrafrique est aussi une périphérie de périphéries d'États : Salamat et Est (Tchad), Darfour (Soudan), Bahr el-Ghazal et Équateur (Soudan du Sud), Haut et Bas Uele (République démocratique du Congo, RDC), dans une moindre mesure Est et Adamaoua (Cameroun), seul le sud du Tchad bénéficiant de quelques attributs de centralité dans un pays limitrophe. Ce double positionnement périphérique de la Centrafrique, dans le monde et en Afrique centrale, favorise les prédatons armées venues de l'extérieur. Mais les implications étrangères sont facilitées et parfois sollicitées par les groupes armés centrafricains, qui les utilisent pour acquérir une supériorité militaire, quitte à ce qu'elles mettent en coupes réglées les populations et leurs ressources.

Sous la plume de militants (association *Survie* par exemple) et dans certains discours politiques, les conflits dans les pays en développement sont considérés comme le symptôme ou la conséquence d'une néo-colonisation d'exploitation. Ils seraient un instrument de captation des richesses naturelles par des contrôles territoriaux divers, de l'annexion à l'exploitation indirecte par l'emploi de milices. Dans un pays comme la Centrafrique, qui a connu des premiers temps coloniaux particulièrement violents et un interventionnisme français récurrent après l'indépendance, la tentation d'une telle lecture des conflits est forte (Thomas, 2016). Toutefois, elle sous-valorise les facteurs internes de conflictualité et survalorise les enjeux d'exploitation des ressources par des acteurs mondialisés au vu des conditions d'exploration et d'exploitation – pour le pétrole, l'uranium ou d'autres ressources analogues, la RCA est de toute évidence également une marge du système extractif mondial, du fait de coûts d'exploitation élevés (pour des raisons géologiques, d'éloignement et de faiblesse des infrastructures).

Par ailleurs, les ressources exploitées par des acteurs internationaux (forêt, diamant, récemment pétrole) deviennent des enjeux des conflits du fait de leur appropriation par des acteurs locaux, groupes armés et leaders politiques. Les groupes armés se financent par la taxation de l'exploitation de ces ressources selon les mêmes mécanismes que celles valorisées localement, par une fiscalité sur l'exploitation (permis) et le transport (fiscalité du barrage routier). L'exploitation de ces ressources est également soumise à la taxe de sécurité, redevance versée en échange d'un service équivalent à celui fourni par

une compagnie de sécurité privée, payée en Centrafrique par des entreprises internationales forestières et pétrolifères, ainsi que par des acteurs locaux valorisant des ressources à haute valeur (diamantaires, grands éleveurs). Quant aux leaders politiques centrafricains, ils font monter les enchères en jouant une société internationale contre une autre dans l'attribution des concessions. Dès lors, la guerre sert parfois d'opportunité pour obtenir un permis d'exploitation au dépens d'une autre société, en soutenant le pouvoir central ou une rébellion. Dans cette perspective, par exemple, le président F. Bozizé a accusé J. Grynberg, dirigeant de RSM Production Corporation, de soutien à la Séléka pour récupérer des permis d'exploitation pétrolière. Les conflits sont aussi alimentés par un univers concessionnaire devenu proprement centrafricain, symptôme de la re-privatisation de l'État (Diouf, 1999) : présidents qui s'auto-délivrent des droits privés d'exploitation (cas de la société personnelle d'A.-F. Patassé, Colombe) et s'accaparent à leur compte un secteur libéralisé (cas du diamant sous F. Bozizé), ce qui suscite de fortes oppositions.

L'idée de guerre pour le pillage par des acteurs exogènes peut s'appliquer à l'échelle régionale, à travers l'immixtion dans un conflit interne d'acteurs originaires de pays limitrophes pour des raisons économiques. En Afrique, ces immixtions réactivent parfois des lignes de clivages inscrites dans l'histoire (razziEURs/razziés, etc.), mais sont aussi proprement nouvelles, liées à la multiplication des conflits internes régionalisés, notamment à travers des systèmes de conflits dont l'un des enjeux est l'exploitation transfrontalière des ressources – par exemple Grands Lacs-RDC (Pourtier, 2000 ; Prunier, 2009), Liberia-Sierra Leone (Marchal, Ero et Ferme 2002) et Tchad-Soudan (Marchal, 2006 ; Tubiana, 2008). L'idée que les conflits soient favorisés par la convoitise sur les ressources par des acteurs limitrophes est en partie opératoire en Centrafrique. Les conflits de ce pays ont connu une escalade régionale à partir du début des années 2000, avec des interventions croissantes d'acteurs venus des pays voisins, depuis la RDC, l'Ouganda, le Soudan et le Tchad. L'exploitation des ressources a été l'un des mobiles de ces interventions : razzia (notamment sur le bétail), braconnage, contrôle des sites diamantifères, des pâturages et imposition de systèmes fiscaux sur les produits en circulation.

III - L'impact des conflits sur la répartition socio-spatiale des ressources

Ce numéro des *Cahiers d'Outre-Mer* discute également de l'effet des conflits sur la répartition socio-spatiale des ressources. Il existe une abondante littérature sur les effets économiques de l'instabilité politique (pour une

revue de littérature voir par exemple Alesina et Perotti, 1994). Les conflits ont un potentiel destructeur sur l'économie ou certains de ces secteurs, mais participent aussi à recomposer les systèmes de production et de contrôle des ressources, les réseaux d'échange et les espaces de commercialisation. Des débats portent par ailleurs sur la capacité de situation guerrière à être créatrice d'une accumulation productive participant à la centralisation politique, autrement dit à faire l'État.

Les conflits ont un fort impact sur la localisation des ressources, leur transport et leur commercialisation. Les bassins de production des ressources mobiles ont une géographie bouleversée (bétail en Centrafrique), ce qui est évidemment moins vrai pour les ressources dont l'ancrage productif est fixe, comme les sites de production du diamant. Le transport et la commercialisation des ressources sont impactés par la production de barrières liées aux conflits (Dorier-Apprill, 1996 ; Raison, 2002 ; Calas, 2008 ; Médard, 2008). En Centrafrique, c'est le cas à la suite de la multiplication des barrages routiers (Chauvin, 2014), qui fournissent des revenus aux nombreux acteurs qui les contrôlent, et à la fermeture de la frontière tchadienne (depuis 2014). Par ailleurs, les agents économiques des différentes filières de production peuvent changer, notamment par l'« informalisation » des filières pourvoyeuses de rentes, sorties du giron de l'État (Prunier, 1983). En Centrafrique, la rente publique est en partie « rebellisée » et d'importantes modifications de la structuration du secteur diamantifère ont lieu suite à l'expulsion des musulmans de l'ouest du pays par les anti-*balaka*.

Par ailleurs, dans le contexte de l'histoire des États-nations européens, l'accumulation primitive dans la guerre a été pensée comme un moyen d'accumulation productive et de faire l'État (Aron, 1984, [1962] ; Hintze, 1975 ; Tilly, 1985), à travers notamment la centralisation fiscale que le contexte de conflit légitimait. Une telle trajectoire s'oppose à la tendance actuelle de la Centrafrique, en proie au délitement de son territoire entre fiefs armés, contrôlés par des groupes aux systèmes fiscaux propres mais peu enclins à développer une centralisation politique et une bureaucratie à finalité productive. Ceci ne veut pas dire que la guerre n'est pas l'une des modalités organisationnelles du politique et de formation de l'État (Bayart, 1998), mais qu'elle participe à l'heure actuelle au factionnalisme, variante militarisée et fragmentée de la « politique du ventre » (Bayart, 1989), comme au Tchad dans les années 1970-1980 (Le Marchand, 1986 ; Buijtenhuis, 1987). La répartition des ressources et leur nature (mobile, « pillable », pour le diamant et le bétail) influencent ici la forme géographique des groupes armés (Le Billon, 2005) : la forte dispersion des ressources favorise un factionnalisme très segmenté.

IV - Présentation des articles

Dans ce numéro des *Cahiers d'Outre-Mer*, les cinq articles traitent de l'agriculture, de l'élevage, de l'eau et des rentes d'État (bois, diamants, agriculture de rente, aide extérieure), abordant les ressources les plus couramment exploitées en Centrafrique. Certaines ressources, notamment extractives, sont seulement évoquées, bien qu'elles jouent un important rôle dans les conflits. Par ailleurs, les dimensions régionales et internationales des ressources dans les conflits de Centrafrique sont parfois sous-estimées. Les points de vue très divers des auteurs sur le rôle de l'aide extérieure dans la sortie des conflits traduisent les difficultés de cette aide à favoriser le retour à la paix : mécanismes classiques de l'aide internationale (aide humanitaire, programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion – DDR –, liens urgence/développement) ; lutte contre l'impunité (arrêt du DDR, justice) ; relance économique à court et à long terme (développement, sécurisation des productions...) ; centralisation politique et économique (arrêt du DDR, inclusion politique, retour des rentes de l'appareil d'État).

Les deux premiers articles traitent des ressources d'État. L'article d'Emmanuel Chauvin, à travers une lecture de géographie politique, teste l'hypothèse de la pénurie de ressources de l'État comme cause et conséquence du déclenchement, du fonctionnement et de la prolongation des violences armées en Centrafrique. La maigreur des rentes étatiques apparaît comme l'une des causes au long cours de l'usage récurrent de la violence dans ce pays, mais c'est davantage la gestion clientéliste des ressources que leur niveau de disponibilité qui en fait un enjeu direct des conflits. L'article analyse également les recompositions de la rente d'État dans le conflit, sa baisse et sa « rebellisation » par les factions armées, enfin sa substitution par l'aide humanitaire. L'article de Gervais Ngovon aborde les ressources de l'État selon un point de vue de sciences politiques. Contre la mise en avant des facteurs exogènes dans l'interprétation des conflits de Centrafrique, il insiste sur la responsabilité d'une déclinaison centrafricaine de « la politique du ventre » dans l'apparition et la prolongation des conflits. Selon l'auteur, l'affairisme, au sens de privatisation du service public par l'individu et son groupe comme source d'enrichissement, est tel en Centrafrique que les objectifs économiques des belligérants dépassent amplement les préoccupations idéologiques et politiques.

Les articles suivants abordent les questions agricoles et pastorales dans les conflits de Centrafrique. Marc Dufumier et Benoît Lallau, agronome et économiste, dressent un tableau sombre de l'agriculture centrafricaine d'un point de vue historique, déjà mal partie dans les années 1960, délaissée par

l'État, et délabrée par la spirale de conflits. À l'heure d'une curieuse installation dans la durée de formes d'action d'urgence, les auteurs tentent de décrire un horizon de développement agricole, en plusieurs étapes et selon plusieurs objectifs, dans une perspective de recherche-action pensant à la fois la paix comme un préalable au retour à la sécurité alimentaire et la reconstitution d'une agriculture productive comme condition de retour à la paix. Julie Roselyne Betabelet, Alexis Maïna Ababa et Ibrahim Tidjani, géographes et économiste, abordent la question de l'élevage dans les conflits de Centrafrique. Le but de leur article est d'analyser les recompositions de l'élevage dans les conflits récents, en traitant du rôle des éleveurs dans la violence et de l'impact de ces violences sur les aires pastorales, les techniques de production et de commercialisation. Cet article montre comment les insécurités bouleversent de fond en comble une filière de production.

Le dernier article, d'Isidore Collins Ngeuleu, juriste et travailleur humanitaire, porte sur un aspect plus original de la relation entre conflits et ressources : l'accès à l'eau, principalement à Bangui. L'auteur souligne que le contrôle de l'eau n'est pas à l'origine du conflit de Centrafrique. Mais le conflit a des conséquences sur son accès pour les populations. Et l'eau sert d'arme : les groupes armés ont détruit des infrastructures d'approvisionnement sciemment, dans une logique de déprédation ou comme instrument de siège d'un quartier.

Conclusion

Ainsi, le modèle rentier en mode mineur³ de la Centrafrique s'est ethnicisé et « factionnalisé » dans un contexte de privatisation de l'État. Durant plusieurs années, les luttes de pouvoir ont porté sur le contrôle d'une rente étatique concentrée dans la capitale, avant que les groupes armés vivent du contrôle de ressources géographiquement dispersées, sur fond de réduction drastique de la rente étatique. Des opérations militaires de la France et des Nations unies empêchent un basculement du pouvoir de Bangui par la force. À cette lecture des relations entre ressources et conflits interne à la Centrafrique s'ajoute une escalade conflictuelle régionale, avec l'immixtion croissante d'acteurs des pays voisins, souvent venus en Centrafrique pour en piller les ressources.

Les cinq contributions se rejoignent pour montrer comment les ressources, sans être le seul enjeu de conflictualité, participent aux oppositions politiques et militaires en Centrafrique. La pauvreté extrême et les inégalités,

---

3. Pour reprendre le terme utilisé par Manuelle Franck, Christian Taillard et Charles Goldblum à propos de la métropolisation en Asie du Sud-Est (Franck *et al.*, 2013).

notamment régionales (Bangui/province, Ouest/Est, etc.), nourrissent des sentiments d'injustice devenant un enjeu des conflits quand elles sont portées par un discours politique (Réseau impact, 2007). Contrairement au modèle opposant avidité et revendications comme moteurs des conflits (Collier et Hoeffler, 2004), s'enchevêtrent en Centrafrique aux doléances des groupes politico-armés des déprédations généralisées et multiformes. Le but premier d'enrichissement sert des stratégies politiques qui se traduisent par des luttes pour la conquête de l'appareil d'État et du territoire – au prix d'expulsions forcées et de violences protéiformes.

Ainsi, jusqu'à présent, la spirale de violences en Centrafrique, dont un facteur important a été la raréfaction de la rente étatique et sa redistribution selon des clivages ethno-régionaux, s'est traduite par une décentralisation criminalisée des régimes d'exploitation des ressources qui a laissé l'État exsangue. Les importants dons promis lors de la conférence de bailleurs de fonds de Bruxelles en novembre 2016 (2,2 milliards de dollars entre 2017 et 2019) pourraient permettre une recentralisation politico-économique et le redéploiement de l'État sur son territoire, éloignant le spectre d'une partition progressive de la Centrafrique en entités peu viables.

Bibliographie

Aron R., 1984, [1962] - *Paix et guerre entre les nations*. Paris : Calmann-Lévy, 794 p.

Alesina A. et Perotti R., 1994 - "The political economy of growth: A critical survey of the recent literature", *World Bank Economic Review*, n° 8, p. 351-371.

Auty R., 2005 - "Natural resources and civil strife: A two-stage process". In : P. Le Billon (dir.), *The geopolitics of resource wars. Resource dependence, governance and violence*. Londres/New York : Routledge, p. 29-49.

Bayart J.-F., 1989 - *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Paris : Fayard, 439 p.

—, 1998 - « La guerre en Afrique : dépérissement ou formation de l'État ? République sud-africaine, Congo-Kinshasa, Guinée-Bissau », *Esprit*, n° 247, p. 55-73.

Bazin J. et Terray E., 1982 - « Avant-propos ». In : J. Bazin et E. Terray (dir.), *Guerres de lignages et guerres d'États en Afrique*. Paris : Éditions des Archives Contemporaines, p. 9-31.

Begin Favre J., 2008 - *Insécurités. Une interprétation environnementale de la violence au Ouaddaï (Tchad oriental)*. Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 435 p.

Bigo D., 1988 - *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*. Paris : Karthala, 337 p.

Boserup E., 1965 - *The conditions of agricultural growth: the economics of agrarian change under population pressure*. Londres : G. Allen & Unwin, 128 p.

Buijtenhuis R., 1987 - Le FROLINAT et les guerres civiles du Tchad. Paris : Karthala, 479 p.

Calas B., 2008 - « Des fraudes aux violences. Cartographie d'une régression politique », *Politique africaine*, n° 109, p. 135-149.

Cambrézy L. et Lassailly-Jacob V., 2010 - « Du consensus de la catastrophe à la surenchère médiatique », *Tiers-Monde*, n° 204, p. 7-18.

Chauvin E., 2009 - « Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique – Bangui (1996-2001) », *Enjeux*, n° 40, p. 30-38.

——, 2014 - « Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le nord-ouest de la Centrafrique ». In : S. Baldi et G. Magrin (dir.), *Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad*. Naples : Università degli studi di Napoli « L'Orientale », p. 263-287, (« Studi Africanistici. Serie Ciado-Sudanese », 6).

Chauvin E. et Seignobos C., 2013 - « L'imbroglio centrafricain. État, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, n° 248, p. 119-148.

Clermont J.-A. de, Martinelli B. et Penel J.-D., 2015 - *Comprendre la crise centrafricaine*. Rapport. Paris : Observatoire Pharos, 84 p.

Collier P. et Hoeffler A., 1998 - "On economic causes of civil war", *Oxford Economic Papers*, n° 50, p. 563-573.

——, 2004 - "Greed and grievance in civil war", *Oxford Economic Papers*, n° 56, p. 563-595.

Coquery-Vidrovitch C., 1972 - *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires. 1898-1930*. Paris/La Haye : Mouton & Co/École pratique des hautes études, 598 p.

Diouf M., 1999 - « Privatisations des économies et des États africains. Commentaires d'un historien », *Politique africaine*, n° 73, p. 16-23.

Dorier-Apprill É., 1996 - « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », *Politique africaine*, n° 64, p. 73-88.

Dubresson A. et Raison J.-P., 2003, [1998] - *L'Afrique subsaharienne. Une géographie du changement*. Paris : Armand Colin, 244 p.

Franck M., Goldblum C. et Taillard C., 2012 - *Territoires de l'urbain en Asie du Sud-Est. Métropolisations en mode mineur*. Paris : CNRS Éditions, 310 p.

Gendreau F., 1996 - « La dimension démographique des conflits africains », *Afrique contemporaine*, n° 180, p. 129-141.

Gourou P., 1973 - *Pour une géographie humaine*. Paris : Flammarion, 388 p.

Hardin G., 1968 - "The tragedy of the commons", *Science*, vol. 162, n° 3859, p. 1243-1248.

Hintze O., 1975 - "Military organization and the organization of the State". In : F. Gilbert (dir.), *The historical essays of Otto Hintze*. New York : Oxford University Press, p. 175-215.

Homer-Dixon T., 1999 - *Environment, scarcity and violence*. Princeton : Princeton University Press, 254 p.

Kaldor M., 1999 - *New and old wars: organized violence in a global era*. Stanford : Stanford University Press, 192 p.

Kalyvas S. N., 2003 - « Les guerres civiles après la guerre froide ». In : P. Hassner et R. Marchal (dir.), *Guerres et sociétés. État et violence après la guerre froide*. Paris : Karthala, p. 107-135.

Lallau B., 2015. « Plongée au cœur des ténèbres centrafricaines », *Journal des anthropologues*, n° 140-141, p. 283-301.

Lavergne M., 2010 - « Le réchauffement climatique à l'origine de la crise du Darfour ? », *Tiers-Monde*, n° 204, p. 69-88.

Le Billon P. (dir.), 2005 - *The geopolitics of resource wars. Resource dependence, governance and violence*. Londres/New York : Routledge, 277 p.

Lemarchand R., 1986 - "Chad : The misadventures of the North-South dialectic", *African Studies Review*, vol. 29, n° 3, septembre 1986, p. 27-41.

Lombard L. et Botiveau R., 2012 - « Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République centrafricaine », *Politique africaine*, p. 189-208.

Magrin G., 2001 - *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*. St Maur des Fossés/Montpellier : Sépia/Cirad, 427 p.

—, 2013 - *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*. Paris : Publications de la Sorbonne, 424 p.

Magrin G. et al., 2015 - « Introduction. Les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel ». In : M. Redon et al. (dir.), *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris : Publications de la Sorbonne, p. 5-26.

Marchal R., 2006 - « Tchad/Darfour: vers un système de conflits », *Politique africaine*, n° 102, p. 135-154.

—, 2015 - « Premières leçons d'une « drôle » de transition en République centrafricaine », *Politique africaine*, n° 139, p. 123-146.

Marchal R., Ero C. et Ferme M., 2002 - « Liberia, Sierra Leone, Guinée : une guerre sans frontières ? », *Politique africaine*, n° 88, p. 5-12.

Marchal R. et Messiant C., 2002 - « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre selon Paul Collier », *Critique internationale*, n° 16, p. 58-69.

Médard C., 2008 - « Les frontières de la violence au Kenya », *EchoGéo*, Sur le Vif. <http://echogeo.revues.org/2335>, mis en ligne le 12 mars 2008, consulté 2017.

Pourtier R., 2000 - « Guerre et géographie. Du conflit des Grands Lac à l'embrasement de l'Afrique centrale ». In : J.-L. Chaléard, R. Pourtier (dir.),

Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud. Paris : Publications de la Sorbonne, p. 111-135.

Prunier G., 1983 - « Le Magendo », *Politique africaine*, n° 9, p. 53-62.

—, 2009 - *From genocide to continental war: the 'Congolese' conflict and the crisis of contemporary Africa*. Londres : Hurst, 529 p.

Raffestin C., 1980 - *Pour une géographie du pouvoir*. Paris : Librairies techniques, 249 p.

Raison J.-P., 2002 - « Économie politique et géopolitique des barrages routiers (Madagascar, février-mai 2002) », *Politique africaine*, n° 86, p. 120-137.

Réseau impact, 2007 - « Les inégalités sont-elles facteurs de fragilité ? ». In : J.M. Châtaignier et H. Magro (dir.), *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*. Paris : Karthala, p. 75-90.

Richard Y., 2014. « Régionalisation, régionalisme et intégration régionale : concepts flous et nécessaire clarification ». In : Y. Richard et A. Gana (dir.), *La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local*. Paris : Karthala/IRMC, p. 23-44.

Rosière S., 2001 - « Géographie politique, géopolitique et géostratégie : distinctions opératoires », *L'information géographique*, vol. 65, n° 1, p. 33-42.

Ross M., 2003 - « Oil, drugs and diamonds: The varying role of natural resources in civil war ». In : K. Ballentine et J. Sherman (dir.), *The political economy of armed conflict: Beyond greed and grievance*. Boulder : Lynne Rienner, p. 47-70.

Rosser A., 2006 - "The political economy of the resource curse: A literature survey", *IDS working paper*, Centre for the Future State, n° 268, p. 1 -34.

Thomas Y., 2016 - *Centrafrique : un destin volé. Histoire d'une domination française*. Paris : Agone/Survie, 236 p.

Tilly C., 1985. "War making and State making as organized crime". In : P.B. Evans, D. Rueschmeyer et T. Skocpol (dir.), *Bringing the State Back In*. Cambridge : Cambridge University Press, p. 169-191.

Tubiana J., 2008. *La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la « darfourisation » du Tchad : mythe ou réalités*. Genève : Small Arms Survey/IHEID, 87 p.